

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIONAL AUSTRALIA BANK EUROPE S.A.

Société anonyme au capital de 185.000.000 €
Siège social : 24, rue des Capucines - 75002 Paris
884 564 642 RCS Paris

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale mixte du 30 mai 2025**I. – Bilan et hors bilan**

(En euros.)

Actif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, Banques Centrales		-	-
Créances sur les établissements de crédit	10	2 002 134 304	1 679 633 998
Dérivés - détenus à des fins de transaction	12	7 402 983	2 297 443
Opération avec la clientèle actif	11	1 660 143 237	899 877 517
Obligations et autres titres à revenu fixe	13	119 363 963	118 345 710
Immobilisations corporelles	16	2 589 161	2 946 817
Autres actifs	14	16 575 776	43 602 734
Comptes de régularisation	15	158 629	108 876
Total actifs		3 808 368 053	2 746 813 095
Passif	Note	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements crédits	17	3 316 466 481	2 188 437 808
Dérivés - détenus à des fins de transaction	12	7 096 598	2 297 453
Opérations avec la clientèle passif	18	-	282 162 343
Autres passifs	19	309 443 019	149 808 935
Comptes de régularisation - Passif	15	152	40 737
Capitaux propres hors FRBG		185 000 000	135 000 000
Report à nouveau		-10 934 181	-6 578 903
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 295 984	-4 355 279
Total passif		3 808 368 053	2 746 813 095
Hors bilan	Note	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de prêt effectués	21	101 160 965	26 762 107
Engagements de garantie	21	6 493 835	-
Instruments financiers à terme	21	322 537 840	50 247 346
Engagements reçus			
Instruments financiers à terme	21	322 537 840	-

II. – Compte de résultat

(En euros.)	Note	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	1	141 760 710	81 967 312
Intérêts et charges assimilées	1	-130 955 491	-77 023 218
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions(produits)	2	6 644 086	1 794 909
Commissions(charges)	2	-304 819	-197 893
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3	365 617	-11 096
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3	-	-
Produit net bancaire		17 510 104	6 530 014
Charges générales d'exploitation	4	-15 421 204	-12 071 631
Dotations aux amortissements et aux provisions	7	-357 657	-353 154
Résultat brut d'exploitation		1 731 243	-5 894 772

Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		1 731 243	-5 894 772
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	8	-	-
Résultat courant avant impôt		1 731 243	-5 894 772
+Résultat exceptionnel		-	-
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Impôt sur les bénéfices	9	-435 259	1 539 493
Bénéfice ou perte		1 295 984	-4 355 279

III. – Annexe aux états financiers au 31 décembre 2024

La Société et son activité

National Australia Bank Europe SA (« la Société ») est un établissement de crédit fournissant des services bancaires et d'investissements. National Australia Bank Limited est la Société mère ultime de la Société, avec une participation totale de 100 %.

Présentation des états financiers annuels

En tant qu'établissement de crédit, National Australia Bank Europe S. A, est tenue d'établir et de publier ses états financiers annuels (bilan, données hors bilan et compte de résultat) conformément aux dispositions aux articles ANC n° 2014-07 du règlement du 26 novembre 2014, qui traite du secteur bancaire et leurs prêts/crédits et épargne réglementée.

Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan représentent la partie non utilisée des facilités de crédit et des notionnels de dérivés.

Les informations présentées dans les états financiers s'accompagnent des notes annexes. Ces notes, fournies conformément au règlement ANC 2014-07 articles §1111-1 à 1124-61 et §3111-1 à 3111-5, incluent toutes les informations importantes requises pour donner une image sincère et fidèle du patrimoine, de l'exposition au risque et des résultats de National Australia Bank Europe S. A.

Les notes suivantes font partie de ces états financiers.

Politiques et principes comptables

Ces états financiers ont été préparés et sont présentés selon les principes comptables applicables aux établissements de crédit et définis par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, modifié par le règlement 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les principales méthodes comptables, qui ont été appliquées de manière cohérente tout au long de la période en cours, sont présentées ci-dessous.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société. Tous les montants sont exprimés en euros et toutes les valeurs sont arrondies à l'euro le plus proche.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes déductible (TVA).

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de la durée de vie estimée et de la manière suivante :

- Matériel informatique : 5 ans
- Mobilier : 10 ans
- Agencements et installations : 10 ans

Acompte et revenus différés

Les montants payés et reçus sont portés au bilan et amortis sur la durée de vie des actifs.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances et les dettes d'exploitation sont évaluées à leur coût historique.

Les provisions pour créances douteuses sont évaluées individuellement et sont enregistrées en déduction directe de la valeur relative à ces créances.

Créances sur les établissements de Crédit et sur la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances et dettes au titre d'opérations bancaires sur ou envers des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres.

Les créances et dettes sur la clientèle comprennent les créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres, des comptes ordinaires et des prêts emprunts de trésorerie.

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Opérations avec les Membres Compensateurs

Les opérations réalisées avec les Membres Compensateurs sont évaluées au prix quotidien de marché qui est utilisé comme référence dans les calculs des appels de marge. Les positions au Bilan reflètent donc exactement les encours dus ou à recevoir des Membres Compensateurs au titre de leur activité.

— Les opérations de pension sont désormais distinguées spécifiquement à l'actif et au passif dans les rubriques du PCEC prévues à cet effet.

Les prises en pension et les prises en pension sont évaluées au coût amorti. Une compensation est appliquée le cas échéant conformément aux normes comptables.

Les dérivés sont évalués à la juste valeur.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés, positionnés dans le portefeuille de négociation, sont des contrats de marché conventionnels dépourvus de spécificités ou de structure complexes.

Ces contrats ne sont pas établis dans l'intention de neutraliser les expositions de National Australia Bank Europe S. A. Ils sont valorisés dans les états financiers à leur juste valeur de marche et le montant notionnel étant présenté en hors bilan à la clôture de l'exercice. Les dérivés sont inscrits de façon distincte en tant qu'actifs et passifs dans le bilan. National Australia Bank Europe S.A. s'abstient de toute compensation des montants dérivatifs au bilan.

Pension livrée

Dans le cadre des opérations de pension livrée inversée, la sortie de la trésorerie est comptabilisée à l'actif du bilan en tant que créance. Les titres reçus ne sont pas comptabilisés. Dans les opérations de pension, les encaissements de trésorerie sont inscrits au passif du bilan en tant que dettes sur pension livrée. La livraison des titres n'est pas comptabilisée. Les espèces reçues ou versées à titre de garantie dans le cadre de ces opérations sont comptabilisées respectivement en tant qu'autre actifs ou autres passifs. Les garanties constituées sous forme de titre ne sont pas reconnues au bilan.

Titres

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres d'investissements.

Titres de transaction

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur.

National Australia Bank Europe S.A. emprunte des titres auprès de la maison mère pour constituer un coussin de liquidité. Il s'agit d'un prêt de titre traité comptablement conformément au règlement ANC-2014-07. National Australia Bank Europe S.A. comptabilise les titres empruntés à leur valeur de marché dans son bilan et y associe un passif équivalent, reflétant l'engagement de restitution des titres au prêteur originel.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus. Toute dépréciation est enregistrée en tant que provision pour réduire la valeur comptable. La société n'a aucun titre de participation en 2024.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle".

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés", de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Provisions pour risques et charges

Comme en dispose le règlement ANC 2014-03, lorsque National Australia Bank Europe S.A. constate qu'un événement crée une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, elle constitue une provision enregistrée au passif du bilan.

Rémunération en actions

La Société a mis en place des plans de rémunération en actions pour les salariés, sous forme d'attribution d'actions de la société mère, National Australia Bank Limited. La charge imputée au compte de résultat est calculée sur la base de la juste valeur des options ou des actions à la date de leur attribution à titre d'une reconnaissance indirecte de la valeur des services reçus par la Société ; elle est comptabilisée sur la période d'attribution correspondante.

Impôts sur le revenu courants et différés

L'impôt différé est reconnu en totalité selon la méthode du report variable sur les différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers et sur les pertes encourues. L'impôt différé est déterminé en utilisant les taux d'imposition qui devraient s'appliquer à l'exercice au cours duquel l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres.

Changement de présentation des états financiers

Néant

Evènement post clôture

Néant

Note annexes aux états financiers

1. – Intérêts et produits/(charges) assimilés

(En euros.)	2024	2023
Intérêts sur les prêts à terme aux clients	9 506 550	2 100 242
Intérêts sur les prêts auprès de National Australia Bank Limited	1 807 176	1 465 011
Intérêts sur les prêts aux clients	358 147	105 433
Intérêts sur pension livrée	130 088 837	78 296 625
Intérêts et produits assimilés	141 760 710	81 967 312
Intérêts payés sur les prêts auprès de National Australia Bank Limited	4 405 443	157 241
Intérêts payés sur autres dépôts bancaires	-	-
Intérêts payés sur pension livrée	126 550 048	76 865 977
Intérêts et charges assimilés	130 955 491	77 023 218
Intérêts et produits / (charges) assimilés	10 805 219	4 944 094

2. – Commissions

(En euros.)	2024	2023
Commission de gestion des titres	2 325 699	882 948
Commission sur opérations avec la clientèle	3 209 534	492 221
Commission sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 108 853	419 740
Commissions (produits)	6 644 086	1 794 909
Frais de dénouement et frais bancaires	-304 819	-197 893
Commissions (charges)	-304 819	-197 893

Les frais initiaux sont répartis entre un montant prélevé à l'avance et un montant amorti sur la durée vie de la transaction. La répartition est déterminée selon la nature de la transaction.

3. – Produits/(charges) sur opérations de change

(En euros.)	2024	2023
Gains sur opérations de change et d'arbitrage	-	-
Gains sur instruments financiers à terme	377 618	-
Produits sur opérations de change	377 618	-
Pertes sur opérations de change et d'arbitrage	-12 001	-11 096
Pertes sur instruments financiers à terme	-	-

Charges sur opérations de change	-12 001	-11 096
----------------------------------	---------	---------

4. – Charges générales d'exploitation

(En euros.)	Note	2024	2023
Charges de personnel	5	9 774 245	9 106 058
Services extérieurs	6	3 649 220	1 889 939
Autres impôts et taxes		1 748 154	700 361
Autres charges générales d'exploitation		249 586	375 273
		15 421 204	12 071 631

Les charges de personnel incluent des recharges d'expatrié internationale de €1.5 million auprès de National Australia Bank Limited (2023 : €1 million).

Les services extérieurs incluent des recharges de €1.8 million auprès de National Australia Bank Limited (2023 : 241 K€).

Les autres taxes - €1.4 million concerne la TVA non récupérable sur les factures d'achat (2023 : 700 K€) et 369 K€ (2023 : nulle) concerne la CVAE, CFE et C3S.

5. – Salaires du personnel

Inclus les éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Salaires et traitements	7 614 772	7 965 467
Charges de retraite et autres charge sociales	651 922	401 818
Impôts, taxes et versements assimilée sur rémunération	1 507 551	738 773
Salaires du personnel	9 774 245	9 106 058

À fin décembre 2024, l'effectif de la société (salariés permanents) était de 22 (2023 : 21).

6. – Services extérieurs

(En euros.)	2024	2023
Autres charges liées au personnel	144 976	204 115
Frais d'audit	202 560	192 000
Professionnelles	245 017	339 893
Charges informatique	426 404	444 854
Charges immobilières	728 285	709 077
Autres charges générales d'exploitation	1 901 978	-
Services extérieurs	3 649 220	1 889 939

Le montant total des services extérieurs a augmenté à €3.7 millions (2023 : €1.9 million).

Autres charges liées au personnel de 145 K€ incluent les frais de déplacement, mission et réceptions (2023 : 204 K€).

Les frais de fonctionnement informatique ont diminué à 426 K€ (2023 : 445 K€).

Autres charges générales d'exploitation de €2 millions représentent des recharges MSA (master service agreement) auprès de National Australia Bank Limited (2023 : nulle).

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2024 s'élèvent à :

	2024		2023	
	EY	Mazars	EY	Mazars
Total - service d'audit	120 000	82 560	114 000	78 000
Total - services autres que d'audit	-	-	-	-
Total - honoraires	120 000	82 560	114 000	78 000

7. – Dotations aux amortissements et aux provisions

(En euros.)	2024	2023
Amortissements incorporels	-	-
Amortissements corporels	357 657	353 154
Dépréciations	-	-
Dépréciation et amortisation	357 657	353 154
Dotations aux provisions d'exploitation	-	-
Dotations aux provisions pour engagements sociaux	-	-
Dotation aux provisions	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions	357 657	353 154

8. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

La valeur nette comptable des actifs immobilisés mis au rebut est nulle en 2024

9. – Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 435 259 € et le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 % en France. Le montant total de l'impôt différé reconnu à l'actif est de 3 415 200 €.

10. – Créances sur les établissements de crédit

(En euros.)	2024	2023
Pension livrée	1 951 652 168	1 623 836 773
Intérêts courus à recevoir	2 727 406	6 804 526
Pension livrée et créances rattachées	1 954 379 574	1 630 641 299
Comptes ordinaires débiteurs	16 125 992	21 225 121
Compte et prêt à vue *	31 628 737	27 767 577
Compte et prêt	47 754 730	48 992 699
Créances sur les établissements de crédit	2 002 134 304	1 679 633 998

* Compte et prêt à vue principalement face à National Australia Bank Limited.

(En euros.)	2024	2023
Établissement de crédit – Partie liée : National Australia Bank Limited	416 158 216	355 207 490
Clientèles Financière	1 585 976 088	1 324 426 507
Autres contreparties	-	-
Créances sur les établissements de crédit	2 002 134 304	1 679 633 998

Créances sur les établissements de crédit faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

(En euros.)	2024	2023
Jusqu'à 3 mois	2 002 134 304	1 527 807 098
De 3 mois à 1 an	-	151 826 900
De 1 an à 5 ans	-	-

Plus de 5 ans	-	-
Créances sur les établissements de crédit	2 002 134 304	1 679 633 998

	2024				
	Compte à vue	Créances interbancaire	Pension	Intérêts courus	Total
Créances à vue	31 628 737	16 125 992	-	-	47 754 730
Total	31 628 737	16 125 992	-	-	47 754 730
Créances à termes	-	-	1 952 224 064	2 155 510	1 954 379 574
Total	-	-	1 952 224 064	2 155 510	1 954 379 574
Créances envers les établissements de crédit	31 628 737	16 125 992	1 952 224 064	2 155 510	2 002 134 304

	2023				
	Compte à vue	Créances interbancaire	Pension	Intérêts courus	Total
Créances à vue	27 767 577	21 225 121	-	-	48 992 699
Total	27 767 577	21 225 121	-	-	48 992 699
Créances à termes	-	-	1 623 836 773	6 804 526	1 630 641 299
Total	-	-	1 623 836 773	6 804 526	1 630 641 299
Créances envers les établissements de crédit	27 767 577	21 225 121	1 623 836 773	6 804 526	1 679 633 998

11. – Opération avec la clientèle actif

(En euros.)	2024	2023
Pension livrée	1 418 240 610	840 808 262
Intérêts courus à recevoir	7 019 147	3 658 677
Pension livrée et créances rattachées	1 425 259 757	844 466 939
Créances commerciales	234 883 481	55 410 578
Provisions pour créances douteuse	-	-
Créances Net	234 883 481	55 410 578
Opération avec la clientèle actif	1 660 143 237	899 877 517

(En euros.)	2024	2023
Clientèles Financière	1 466 687 225	899 877 517
Autres contreparties	193 456 012	-
Opération avec la clientèle actif	1 660 143 237	899 877 517

Pension livrée et créances rattachées faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

(En euros.)	2024	2023
Jusqu'à 3 mois	1 425 259 756,76	737 175 195
De 3 mois à 1 an	-	107 291 744
De 1 an à 5 ans	-	-
Plus de 5 ans	-	-
Créances sur la clientèle	1 425 259 757	844 466 939

Compte et prêt dû :

(En euros.)	2024	2023
Moins d'un an	41 355 442	-
De la deuxième à la cinquième année inclusivement	89 378 694	21 487 531
Plus de 5 ans	103 253 285	33 923 047
	233 987 421	55 410 578

12. – Dérivés - détenus à des fins de transaction

(En euros.)	2024	2024	2023	2023
	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel
Futures	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	7 047 090	322 537 840	2 297 443	50 247 346
Swaps de devises	-	-	-	-
Opérations de change à terme	355 893	57 236 246	-	-
Dérivés - détenus à des fins de transaction (actif)	7 402 983	379 774 086	2 297 443	50 247 346

(En euros.)	2024	2024	2023	2023
	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel
Futures	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	6 743 385	322 537 840	2 297 453	50 247 346
Swaps de devises	-	-	-	-
Opérations de change à terme	353 213	57 236 246	-	-
Dérivés - détenus à des fins de transaction (passif)	7 096 598	379 774 086	2 297 453	50 247 346

13. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En euros.)	2024			2023	
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissements	Total	Total
Émis par organismes publics	119 363 963	-	-	119 363 963	118 345 710
Autres émetteurs					
• dont surcote restant à amortir	-	-	-	-	-
• dont décote restant à amortir	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur Nette au Bilan	119 363 963	-	-	119 363 963	118 345 710

Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable	31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	119 363 963	-	-	119 363 963
• dont titres cotés	119 363 963	-	-	119 363 963
• dont titres non cotés	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
Valeur Nette au Bilan	119 363 963	-	-	119 363 963

Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable	31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	118 345 710	-	-	118 345 710
• dont titres cotés	118 345 710	-	-	118 345 710
• dont titres non cotés	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
Valeur Nette au Bilan	118 345 710	-	-	118 345 710

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe – Analyse par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	31/12/2024 Total	31/12/2023 Total
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	119 363 963	-	-	119 363 963	-	119 363 963	118 345 710
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur Nette au Bilan	-	119 363 963	-	-	119 363 963	-	119 363 963	118 345 710
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur Nette au Bilan	-	-	-	-	-	-	-	-

14. – Autres actifs

(En euros.)	2024	2023
Dépôt versé au propriétaire à la signature du bail. Le dépôt est remboursable à la société à la fin du bail.	130 525	124 207
Dépôt versé à LCH	5 646 525	20 640 693
Collatéral en espèces – Clientèles	-	16 429 000
Collatéral en espèces – Partie liée : National Australia Bank Limited	6 950 000	2 620 000
Charges payées d'avance	433 526	145 251
Actif d'impôt différé	3 415 200	3 643 582
	16 575 776	43 602 734

15. – Comptes de régularisation

(En euros.)	2024	2023
Charges payées d'avance	14 495	-
Juste-valeur des instruments dérivés (actif)	44 160	69 264
Autres comptes de régularisation	99 975	39 612
Comptes de régularisation - Actif	158 629	108 876

(En euros.)	2024	2023
Comptes de liaison (passif)	-	-
Produits constatés d'avance	-	17 948
Autres comptes de régularisation	-	-
Juste-valeur des instruments dérivés (passif)	152	22 790
Comptes de régularisation - Passif	152	40 737

16. – Immobilisations corporelles

Valeur brute (En euros.)	2023	Acquisitions	Cessions	2024
Autres immobilisation corporelles	3 393 574	-	-	3 393 574
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations corporelles brutes	3 393 574	-	-	3 393 574

Amortissements (En euros.)	2023	Dotations	Dépréciation	2024
Autres immobilisation corporelles	446 757	357 657	-	804 413
Amortissements des immobilisation corporelles	446 757	357 657	-	804 413
Immobilisations corporelles nettes	2 946 817	-357 657	-	2 589 161

17. – Dettes envers les établissements crédits

(En euros.)	2024	2023
Pension livrée	3 314 246 210	2 182 995 130
Intérêts courus à recevoir	2 220 271	5 442 678
Dettes envers les établissements crédits	3 316 466 481	2 188 437 808

(En euros.)	2024	2023
Clientèles Financière	1 424 200	-
Établissement de crédit – Partie liée : National Australia Bank Limited	3 315 042 281	2 188 437 808
Autres contreparties	-	-
Dettes envers les établissements crédits	3 316 466 481	2 188 437 808

Pension livrée et dettes rattachées faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

(En euros.)	2024	2023
Jusqu'à 3 mois	3 316 466 481	2 188 437 808
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 an à 5 ans	-	-
Plus de 5 ans	-	-
Dettes envers les établissements crédits	3 316 466 481	2 188 437 808

	2024				
	Compte à vue	Emprunts interbancaire	Pension	Intérêts courus	Total
Dettes à vue	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-
Dettes à termes	-	-	3 314 246 210	2 220 271	3 316 466 481
Total	-	-	3 314 246 210	2 220 271	3 316 466 481
Créances envers les établissements de crédit	-	-	3 314 246 210	2 220 271	3 316 466 481

	2023				
	Compte à vue	Emprunts interbancaire	Pension	Intérêts courus	Total
Dettes à vue	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-
Dettes à termes	-	-	2 182 995 130	5 442 678	2 188 437 808
Total	-	-	2 182 995 130	5 442 678	2 188 437 808
Créances envers les établissements de crédit	-	-	2 182 995 130	5 442 678	2 188 437 808

18. – Opérations avec la clientèle passif

(En euros.)	2024	2023
Pension livrée	-	280 810 617
Intérêts courus à recevoir	-	1 351 726
Opérations avec la clientèle passif	-	282 162 343

(En euros.)	2024	2023
Clientèles Financière	-	282 162 343
Autres contreparties	-	-
Opérations avec la clientèle passif	-	282 162 343

Opérations avec la clientèle passif faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

(En euros.)	2024	2023
Jusqu'à 3 mois	-	282 162 343

De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 an à 5 ans	-	-
Plus de 5 ans	-	-
Pension livrée et dettes rattachées	-	282 162 343

19. – Autres passifs

(En euros.)	2024	2023
Dettes d'impôt	206 876	-
Dettes de sécurité sociale liés aux salaires	4 356 943	2 043 861
Produits constatés d'avance	712 141	23 990
Autres comptes de régularisation	904 388	497 276
A payer à la société mère ultime	178 063 494	18 576 487
Collatéral en espèces	3 032 700	8 178 412
Dettes sur titres empruntés	119 363 963	118 345 710
Autres créiteurs divers	2 802 513	2 143 199
	309 443 019	149 808 935

Dettes sociales

Les dettes sociales se composent principalement des provisions suivantes :

- Primes : €1.7 million (2023 : 915 K€)
- Dettes vis-à-vis des organismes sociaux : €1.9 million (2023 : 929 K€)
- Autres rémunérations dues : €1.7 million liées aux recharges d'expatrié internationale (2023 : 200 K€)

20. – Capitaux propres

(En euros.)	2024	2023
Capital appelé versé	185 000 000	135 000 000
Réserve légale	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autre réserves	-	-
Report à nouveau	-10 934 181	-6 578 903
Résultat de l'exercice	1 295 984	-4 355 279
	175 361 803	124 065 819

Le capital social ordinaire émis et entièrement libéré a été porté à 185 millions d'euros le 19 mars 2024.

La variation des capitaux propres constatée en 2024 se décompose comme suit :

Capitaux propres au 31 décembre 2023	124 065 819
Dividendes	-
Capital appelé versé	50 000 000
Bénéfice ou Perte de l'exercice	1 295 984
Bénéfice en instance d'affectation	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	175 361 803

21. – Hors bilan

Engagements donnés (En euros.)	2024	2023
Engagements de prêt effectués	101 160 965	26 762 107
Engagements de garantie	6 493 835	-

Instruments financiers à terme	322 537 840	50 247 346
Engagements donnés	430 192 640	77 009 453
Instruments financiers à terme (En euros.)		
	2024	2023
SWAP de taux d'intérêts	322 537 840	-
Engagements d'instruments financiers à terme	322 537 840	-

22. – Société consolidante

National Australia Bank Limited est la société mère ultime de National Australia Bank Europe SA. La société établissant les comptes consolidés au niveau mondial est National Australia Bank Limited situé au 395 Bourke St, Melbourne VIC 3000, Australie. La clôture de l'exercice de National Australia Bank Limited est le 30 septembre et les comptes consolidés sont préparés conformément aux Normes d'IFRS.

Transaction entre parties liées

(En euros.)	2024	2023
Compte de résultat		
Services fournis à la société mère (National Australia Bank Limited)	-	-
Services refacturés par la société mère (National Australia Bank Limited)	5 619 892	1 311 325
Services facturés par des société mère reportés au résultat exceptionnel	-	-
Total	5 619 892	1 311 325
Bilan		
Montants dus à la société mère (National Australia Bank Limited) au 31 décembre	-3 493 686 332	-2 207 014 295
Montants dus par la société sœur (Bank of New Zealand) au 31 décembre	5 257	4 454
Montants dus par la société mère (National Australia Bank Limited) au 31 décembre	3 019 031 497	355 203 036
Total	-474 649 577	-1 851 806 805

23. – Rémunération des administrateurs

Le montant des jetons de présence versés en 2024 aux administrateurs s'est élevé à 24 890 euros (2023 : 9 423 euros). Ce montant exclut la rémunération de la Directrice Générale.

24. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de National Australia Bank Europe SA, 24 Rue des Capucines 75002 Paris, France.

25. – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, et ayant pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes, a décidé d'affecter intégralement le bénéfice de l'exercice, d'un montant de 1.295.984 €, au compte « bénéfices non distribués ».

Suite à cette répartition, les bénéfices non distribués seront reportés de 10 934 181 € à 9 638 197 €. Il a été noté en outre qu'aucun dividende n'a été proposé en raison des pertes comptables des deux premières années d'activité et de la nécessité de reconstituer la base de fonds propres de l'entité.

Cette résolution, mise aux voix, a été adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société National Australia Bank Europe S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Impôts différés actifs (note 14)

Risque identifié

Comme mentionné dans la note 14 « Principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, l'impôt différé est reconnu en totalité selon la méthode du report variable sur les différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les comptes annuels et sur les pertes encourues.

L'impôt différé est déterminé en utilisant les taux d'imposition qui devraient s'appliquer à l'exercice au cours duquel l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

Un impôt différé actif de € 228 382 est utilisé cette année au titre des créances fiscales compte tenu des perspectives de profits du plan d'affaires de la banque. Le montant total d'impôt différé comptabilisé à l'actif est de € 3 415 199.

Nous avons considéré que le montant d'impôt différé actif inscrit au bilan constituait un point clé de l'audit en raison du jugement exercé par la direction de la banque dans la préparation des prévisions financières à l'appui ainsi que de l'horizon de récupération considéré.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance du processus en place pour établir le montant d'impôt différé actif reconnu au bilan et avons apprécié le niveau d'incertitude entourant l'horizon de récupération à travers des échanges réguliers avec la direction de votre société et son département financier.

Nos travaux ont également consisté à :

- obtenir les prévisions financières ainsi qu'une note explicative associée, toutes deux préparées par la direction de votre société et validées par le conseil d'administration de la banque pour justifier le montant d'impôt différé actif reconnu ;
- comparer les prévisions de l'année précédente par rapport à la performance réelle et obtenir une justification pour toute divergence significative avec les prévisions mises à jour ;
- examiner les principales hypothèses des prévisions financières et la capacité de la banque à atteindre la performance projetée dans l'horizon temporel attendu.

Nous avons également examiné la pertinence de la présentation de l'impôt différé actif au bilan et les informations dans les notes annexes relatives aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société National Australia Bank Europe S.A. par votre assemblée générale du 20 décembre 2022 pour le cabinet FORVIS MAZARS SA et du 22 juin 2020 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet FORVIS MAZARS SA était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes

annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 mai 2025
Les Commissaires aux Comptes

FORVIS MAZARS SA
Olivier Gatard

ERNST & YOUNG Audit
François Holzman